



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 06 du 1er mars 2011*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 1er mars 2011

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>277</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>277</b>
<b>MISSION ECONOMIQUE.....</b>	<b>277</b>
Extrait de la décision de la commission départementale d'aménagement commercial du 21 février 2011.....	277
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>277</b>
Bureau des réglementations.....	277
Extrait de l'arrêté du 15 février 2011 portant agrément d'un organisme de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue.....	277
Dossier n° 2010/0404 - Extrait de l'arrêté du 28 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MONCEL-LES-LUNEVILLE.....	277
Dossier n° 2010/0608 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MAXEVILLE.....	278
Dossier n° 2010/0609 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HEILLECOURT.....	279
Dossier n° 2010/0610 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMMARTIN LES TOUL.....	279
Dossier n° 2010/0611 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS LES NANCY.....	280
Dossier n° 2010/0612 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	281
Dossier n° 2010/0613 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PAGNY-SUR-MOSELLE.....	282
Dossier n° 2010/0614 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PAGNY SUR MOSELLE.....	282
Dossier n° 2011/0001 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ATTON.....	283
Dossier n° 2011/0003 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	284
Dossier n° 2011/0004 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à SAINT-MAX.....	284
Dossier n° 2011/0005 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	285
Dossier n° 2011/0006 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	286
Dossier n° 2011/0007 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU.....	286
Dossier n° 2011/0008 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPENOUX.....	287
Dossier n° 2011/0016 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE- LES-NANCY.....	288
Dossier n° 2011/0018 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VARANGEVILLE.....	289
Dossier n° 2011/0019 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	289
Dossier n° 2011/0022 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD.....	290
Dossier n° 2011/0024 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUDRES.....	291
Dossier n° 2011/0027 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD.....	291
Dossier n° 2011/0028 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES- MAISONS.....	292
Dossier n° 2011/0031 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY.....	293
Dossier n° 2011/0032 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	293
Dossier n° 2011/0035 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	294
Dossier n° 2011/0036 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	295
Dossier n° 2011/0037 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY.....	296
Dossier n° 2011/0039 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MOUTIERS.....	296
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>297</b>
Bureau des affaires budgétaires et financières.....	297
Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 nommant un régisseurs titulaire et un régisseur suppléant pour l'encaissement des amendes forfaitaires de police municipale de Heillecourt.....	297
Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 nommant un régisseurs titulaire et un régisseur suppléant pour l'encaissement des amendes forfaitaires de police municipale de Vandoeuvre-lès-Nancy.....	297
Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 nommant un régisseurs titulaire et un régisseur suppléant pour l'encaissement des amendes forfaitaires de police municipale de Seichamps.....	298
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	298
Extrait de l'arrêté du 16 février 2011 autorisant la commune de Lexy à adhérer à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy dénommée syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL).....	298
Bureau des procédures environnementales.....	299
Arrêté N° 54 2009-00093 du 25 février 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du CHAUFONTAINE et de ses affluents en communes de BARBONVILLE, CHARMOIS et DAMELEVIERES.....	299
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>302</b>
Bureau de l'interministériarité.....	302
Arrêté n° 11.BI.43 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY.....	302
Arrêté n° 11.BI.44 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE.....	305
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>305</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>305</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE.....</b>	<b>305</b>
Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 n° 2011/ 69 du 18 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010.....	305
Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 n° 2011/70 du 18 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010.....	306
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>306</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>306</b>
Service établissements de santé.....	306
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 250 /2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	306
Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 251/2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	306
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 252 /2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	307
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 253 /2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	307
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 254/2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	307
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 255 /2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	307
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 256 /2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	308

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 257 /2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	308
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 258 /2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163	308
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 260 /2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	309
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>309</b>
<b>DIRECTION DE LA STRATÉGIE.....</b>	<b>309</b>
Extrait de l'arrêté n° 2011-65 en date du 18 février 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle.....	309
Extrait de l'arrêté n° 2011-78 en date du 22 février 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle.....	311
Cellule personnes âgées.....	313
Extrait de l'arrêté 2011 ARS/DT54/PA n° 56 - DISAS/direction PA/PH n°20 du 22 février 2011 autorisant l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à Foug.....	313
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>313</b>
Extrait de l'arrêté n° 18/2011 du 24 février 2011 portant agrément d'un contrôleur de la caisse congés intempéries du bâtiment et des travaux publics de la Région Est.....	313
Extrait de l'arrêté n° 19/2011 du 24 février 2011 portant agrément d'un contrôleur de la caisse congés intempéries du bâtiment et des travaux publics de la Région Est.....	314
Extrait de l'arrêté n° 20/2011 du 24 février 2011 portant agrément d'un contrôleur de la caisse congés intempéries du bâtiment et des travaux publics de la Région Est.....	314
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>314</b>
SIP de Lunéville.....	314
Procuration sous seing privé du 18 janvier 2011 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	314
Procurations sous seing privé du 24 janvier 2011 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégations de signatures.....	315
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>316</b>
Service énergie, construction, ingénierie.....	316
Arrêté n° 2011.ECI-IP.01 du 17 février 2011 portant subdélégation de signature par Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle.....	316
Extrait de l'arrêté DDT/ECI/SERV-54-2010-0001 du 14 décembre 2010 portant établissement d'une servitude sur fonds privés pour la pose de canalisations d'assainissement sur le territoire de la commune de Xeuilley pour le compte de la Communauté des Communes de Moselle-et-Madon.....	316
Service agriculture, forêt, chasse.....	317
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 067 du 17 février 2011 prononçant une application du régime forestier du territoire communal de Crépey.....	317
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 068 du 17 février 2011 prononçant une application du régime forestier du territoire communal de Mercy-le-Bas.....	317
Extrait de l'arrêté n° 031 du 11 février 2011 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Bathélemont-lès-Bauzémont.....	317
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	318
Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/001 du 20 janvier 2011 concernant la règle de constructibilité limitée de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des voies express et des déviations au sens de la voirie routière article L111-1-4 du code de l'urbanisme - commune de DOMJEVIN.....	318
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>318</b>
Extrait de l'arrêté n° 55 du 18 février 2011 portant institution d'une régie d'avances auprès de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle.....	318
Extrait de l'arrêté n° 56 du 18 février 2011 portant nomination du régisseur d'avances auprès de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle .....	319
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>319</b>
Extrait de l'arrêté n° 11.D.D.P.P.17 du 15 février 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Anne LECUYER à Nancy.....	319
Extrait de l'arrêté n° 11.D.D.P.P.18 du 15 février 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Tarak GAMHA à Mirecourt.....	319
<b>DIRECTION TERRITORIALE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS DE LORRAINE.....</b>	<b>320</b>
Arrêté du 21 février 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine.....	320
Arrêté du 21 février 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement du directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine.....	320
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>321</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>321</b>
Délégation de signature du 20 février 2011 accordée par Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU.....	321
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>321</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>321</b>
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>321</b>
Bureau de l'interministérialité.....	321
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat du 17 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy.....	321
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat du 17 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et la DIRECCTE Lorraine.....	321
Conventions d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat du 24 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives.....	322
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>322</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>322</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	322
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 36415 du 24 février 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VILCEY-SUR-TREY.....	322
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>322</b>
<b>DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....</b>	<b>322</b>
Département établissements de santé.....	322
Mentions relatives aux renouvellements des autorisations d'exercice de l'activité de chirurgie esthétique concernant les établissements hospitaliers de Meurthe-et-Moselle.....	322

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****MISSION ECONOMIQUE****Extrait de la décision de la commission départementale d'aménagement commercial du 21 février 2011**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Réunie le 21 février 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé de refuser à la société « les portes de saint Nicolas », l'autorisation de créer un ensemble commercial de 23 400 m<sup>2</sup> de surface de vente route de Ville-en-Vermois à SAINT NICOLAS DE PORT comprenant :

- Un hypermarché à l'enseigne CARREFOUR de 8 300 m<sup>2</sup>
- Une galerie commerciale de 3 000 m<sup>2</sup>
- Un parc d'activités comprenant 10 magasins spécialisés pour 12 100 m<sup>2</sup> de surfaces de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de SAINT NICOLAS DE PORT.

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète chargée de mission  
Juliette TRIGNAT

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 15 février 2011 portant agrément d'un organisme de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande complète d'agrément présentée le 10 août 2010 par Monsieur Joseph CORDONE, gérant de la SARL OZONE sous l'enseigne auto école pilote » 32 bis, rue Gambetta 54000 NANCY ;

VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise du 9 décembre 2010 ;

**ARRETE**

Article 1er : La SARL OZONE, représentée par Monsieur Joseph CORDONE, connue sous l'enseigne « auto école Pilote » dont le siège social est établi 32 bis, rue Gambetta 54000 NANCY et dont les locaux de formation sont installés route de Saint Nicolas de Port ZAC Les Moussières 54210 VILLE EN VERMOIS, est agréée en tant qu'organisme de formation pour la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue.

Article 2 : L'agrément est délivré sous le numéro 5-54-2010 pour une durée d'un an.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à

- M. Joseph CORDONE
- Le Président de la chambre des métiers et de l'artisanat
- Le directeur de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Lorraine
- Le directeur départemental de la sécurité publique

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Nancy, le 15 février 2011

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture  
François MALHANCHE

Voies et délais de recours

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08
- En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).
- Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

**Dossier n° 2010/0404 - Extrait de l'arrêté du 28 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MONCEL-LES-LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SCI MEURTHE 17 rue des Tuileries 54300 MONCEL-LES-LUNEVILLE présentée par M. Francis WELSCH ;

**ARRETE**

Article 1er –M. Francis WELSCH est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0404**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Elodie WELSCH.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Francis WELSCH, ZAC les Terrasses de la Sarre 57400 SARREBOURG et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MONCEL LES LUNEVILLE et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 28 février 2011

Pour le préfet,  
Le chef du bureau des réglementations,  
Jean-Pierre DEVIDET

#### Dossier n° 2010/0608 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MAXEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie BLANCHET-JOLY « SERARL du TRIANON » 31-45 route de METZ 54320 MAXEVILLE présentée par Monsieur François JOLY ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur François JOLY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0608**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. François JOLY.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur François JOLY, 31-45 route de METZ 54320 MAXEVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MAXEVILLE.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2010/0609 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HEILLECOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé BOTANIC 1 rue de Vandoeuvre 54180 HEILLECOURT présentée par Monsieur John DEBRABANT ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur John DEBRABANT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0609**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Nicolas DELOFFRE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur John DEBRABANT, Parc d'Affaires International 74166 ARCHAMPS et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de HEILLECOURT.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2010/0610 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMMARTIN LES TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Alain AFFLELOU SUCCURSALES SA Centre Commercial LECLERC 54200 DOMMARTIN LES TOUL présentée par Monsieur Patrice BARTHOME ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Patrice BARTHOME est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0610**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Michael BENOIST.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Patrice BARTHOME, 65 rue d'ANJOU 75008 PARIS et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de DOMMARTIN-les-TOUL et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2010/0611 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS LES NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé boulangerie pâtisserie Centre Commercial CLAIRLIEU 54600 VILLERS LES NANCY présentée par Monsieur Jérémy MION ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Jérémy MION est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0611**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jérémy MION.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jérémy MION, Centre Commercial CLAIRLIEU 54600 VILLERS LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2010/0612 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé tabac presse « le Chiquito » 244 avenue Général LECLERC 54000 NANCY présentée par Monsieur Pierre FICHANT ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur Pierre FICHANT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0612**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Pierre FICHANT.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre FICHANT, 244 avenue Général LECLERC 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA



**Dossier n° 2010/0613 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PAGNY-SUR-MOSELLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Ecole Gaston AUBIN 2 rue FAVELIN 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE présentée par Madame Christiane CONTAL maire de PAGNY SUR MOSELLE ;

**ARRETE**

Article 1er – Madame Christiane CONTAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0613**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Claude VALENTIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Christiane CONTAL, maire 1 rue des Aulnois 54530 PAGNY SUR MOSELLE.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2010/0614 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PAGNY SUR MOSELLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'un système de vidéosurveillance présentée par Madame Christiane CONTAL, situé à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par l'adresse suivante : - 4 rue Favelin 54530 (école élémentaire Paul BERT) à PAGNY SUR MOSELLE

**ARRETE**

Article 1er – Madame Christiane CONTAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0614**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Claude VALENTIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Christiane CONTAL, 1 rue des Aulnois 54530 PAGNY SUR MOSELLE.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0001 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ATTON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé KLEIN AGGLOMERES SAS rue Mansuy - Zone activités Nord 54700 ATTON présentée par Monsieur Robert DELBECQUE ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur Robert DELBECQUE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0001**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Robert DELBECQUE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Robert DELBECQUE, Zone du Nouveau Monde Nord 57301 HAGONDANGE Cédex et dont une copie sera transmise au Maire de la commune d'ATTON.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0003 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Banque HSBC 48 rue Saint-Jean 54000 NANCY présentée par le directeur de la sécurité ;

**ARRETE**

Article 1er – Le directeur de la sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0003**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur de la sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la sécurité de la banque HSBC, 103 avenue des Champs Elysées 75419 PARIS et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0004 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à SAINT-MAX**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé restaurant « Le Saint-Max » 35 rue Louis BARTHOU 54130 SAINT MAX présentée par Monsieur Frantz PELTIER ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Frantz PELTIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0004**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frantz PELTIER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Frantz PELTIER, 35 rue Louis BARTHO 54130 SAINT-MAX dont une copie sera transmise au Maire de la commune de SAINT-MAX.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0005 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SNC Pharmacie VAUCHAIR-SOHM 2 rue Ancel 54300 LUNEVILLE présentée par Monsieur Jean-François VAUCHAIR ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur Jean-François VAUCHAIR est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0005.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-François VAUCHAIR.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-François VAUCHAIR, 2 rue Ancel 54300 LUNEVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LUNEVILLE et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2011/0006 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM Centre Commercial Saint Sébastien rue des Ponts 54000 NANCY présentée par Monsieur Régis VAN-BRUSSEL ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur Régis VAN-BRUSSEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0006**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Régis VAN-BRUSSEL.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Régis VAN-BRUSSEL, 6 avenue Morane SAULNIER 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2011/0007 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM centre commercial rue de la Sapinière 54520 LAXOU présentée par Monsieur Régis VAN-BRUSSEL ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur Régis VAN-BRUSSEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0007**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Régis VAN-BRUSSE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Régis VAN-BRUSSEL, 6 avenue Morane SAULNIER 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### **Dossier n° 2011/0008 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPENOUX**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SAS DECOR JARDIN RN 74 54280 CHAMPENOUX présentée par Monsieur Robert HARY ;

#### **ARRETE**

Article 1er – Monsieur Robert HARY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0008**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Robert HARY.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Robert HARY, RN 74 54280 CHAMPENOUX et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CHAMPENOUX.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0016 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL CSCT « Croquandine » 2 rue Bernard Palissy 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par Monsieur Christophe THIRY ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Christophe THIRY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0016**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe THIRY.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Christophe THIRY, 2 rue Bernard Palissy 54500 VANDOEUVRE LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de VANDOEUVRE-les-NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0018 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VARANGEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé RAM LOCATION 18 rue CARNOT 54110 VARANGEVILLE présentée par Monsieur Bernard BUZON ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Bernard BUZON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0018**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Bernard BUZON.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Bernard BUZON, 18 rue Carnot 54110 VARANGEVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de VARANGEVILLE.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0019 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé banque CIC 9 rue Maurice Barrès 54000 NANCY présentée par le Chargé de sécurité ;

**ARRETE**

Article 1er – Chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0019**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.



Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à au Chargé de sécurité, 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0022 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé salon de coiffure rue du Saule GAILLARD 54390 FROUARD présentée par Madame Jacqueline DESSOUDIN ;

#### ARRETE

Article 1er – Madame Jacqueline DESSOUDIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0022**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Jacqueline DESSOUDIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Jacqueline DESSOUDIN, rue du Saule GAILLARD 54390 FROUARD et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de FROUARD.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0024 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUDRES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé « M. ENERGIE » 96 impasse Pierre et Marie CURIE 54710 LUDRES présentée par Monsieur Dominique MASSONNEAU ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Dominique MASSONNEAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0024**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Benoit PHILIPPE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Dominique MASSONNEAU, 96 impasse Pierre et Marie CURIE 54710 LUDRES et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LUDRES.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0027 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé magasin « la halle aux chaussures » rue du Bois (ZAC du Saule GAILLARD) 54390 FROUARD présentée par Monsieur Olivier BASCOP ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Olivier BASCOP est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0027**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Olivier BASCOP.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Olivier BASCOP, 28 avenue de Flandre 75019 PARIS et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de FROUARD.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

## **Dossier n° 2011/0028 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie Jean-François VALLATA 30 rue Capitaine Caillon 54230 NEUVES MAISONS présentée par Monsieur Jean-François VALLATA ;

### **ARRETE**

Article 1er – Monsieur Jean-François VALLATA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0028**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-François VALLATA.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée. Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-François VALLATA, 30 rue Capitaine Caillon 54230 NEUVES MAISONS et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de NEUVES-MAISONS.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0031 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Boulangerie pâtisserie 12 rue Fabert 54600 VILLERS-LES-NANCY présentée par M. Jean-Charles MILLER ;

**ARRETE**

Article 1er – M. Jean-Charles MILLER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0031**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Charles MILLER

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Charles MILLER, 12 rue Fabert 54600 VILLERS LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0032 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie « Bonsecours » 127 boulevard LOBAU (centre commercial AUCHAN) 54000 NANCY présentée par Monsieur Gilles PRUNIERES ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur Gilles PRUNIERES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0032**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Gilles PRUNIERES.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Gilles PRUNIERES, 59 rue de Lorraine 54300 LUNEVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0035 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé clinique vétérinaire 181/183 avenue de Strasbourg 54000 NANCY présentée par Madame Anne LECUYER ;

#### ARRETE

Article 1er – Madame Anne LECUYER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0035**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Anne LECUYER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Anne LECUYER, 181 avenue de Strasbourg 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2011/0036 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie « de la Gare » 4 place Thiers 54000 NANCY présentée par Madame Magali SCHAEFFER ;

#### ARRETE

Article 1er – Madame Magali SCHAEFFER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0036**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Magali SCHAEFFER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Magali SCHAEFFER, 4 place Thiers 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0037 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL MAJO station service 100 avenue du 69 R I 54270 ESSEY-LES-NANCY présentée par Monsieur Charles LECCIA ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Charles LECCIA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0037**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Charles LECCIA.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 12 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Charles LECCIA, 100 avenue 69 R I 54270 ESSEY LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0039 - Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MOUTIERS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé tabac presse loto SNC « ELDORADO » 3 rue de Verdun 54660 MOUTIERS présentée par Monsieur Régis PRINTZ ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Régis PRINTZ est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0039**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Régis PRINTZ.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Régis PRINTZ, 3 rue de Verdun 54660 MOUTIERS et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MOUTIERS et du sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

### **DIRECTION DE L'ACTION LOCALE**

#### *Bureau des affaires budgétaires et financières*

#### **Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 nommant un régisseurs titulaire et un régisseur suppléant pour l'encaissement des amendes forfaitaires de police municipale de Heillecourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2006 nommant M. Aurélien SCHMITT, agent de police municipale, en qualité de régisseur titulaire, et Mme Muriel MONIN, agent de police municipale, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat de police municipale de HEILLECOURT pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route ;

VU la lettre du 11 janvier 2011, de M. le Maire de HEILLECOURT demandant la nomination de M. Julien DINTERICH, adjoint administratif exerçant les fonctions d'Agent de Sécurité de la Voie Publique, en qualité de régisseur suppléant, en remplacement de Mme Muriel MONIN, laquelle a quitté la commune et est placée en détachement pour des raisons discrétionnaires ;

CONSIDÉRANT que M. Aurélien SCHMITT conserve que sa qualité de régisseur titulaire ;

#### **ARRETE**

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 24 juillet 2006 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

Article 2 : M. Aurélien SCHMITT, agent de police municipale, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat de police municipale de HEILLECOURT pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 3 : M. Aurélien SCHMITT encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Article 4 : M. Julien DINTERICH, adjoint administratif, exerçant les fonctions d'Agent de Surveillance de la Voie Publique, est nommé régisseur suppléant de M. Aurélien SCHMITT.

Article 5 : Les autres policiers municipaux sont désignés mandataires.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de HEILLECOURT et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs titulaire et suppléant par le maire de la commune de HEILLECOURT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 février 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

#### **Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 nommant un régisseurs titulaire et un régisseur suppléant pour l'encaissement des amendes forfaitaires de police municipale de Vandoeuvre-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2003 nommant M. Thierry WEISS, Brigadier-chef de police municipale, en qualité de régisseur titulaire, et M. Ghislain BRACONNOT, gardien de police municipale, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat de police municipale de VANDOEUVRE-LES-NANCY pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route ;

VU la lettre du 14 janvier 2011, de M. le Maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY demandant la nomination de M. Thierry FRISCH, Chef de service de police municipale de classe supérieure, en qualité de régisseur titulaire et M. Laurent HEFTRE, Brigadier-Chef principal de police municipale, en qualité de régisseur suppléant, en remplacement des régisseurs sus-nommés ;

#### **ARRETE**

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.



Article 2 : M. Thierry FRISCH, Chef de service de classe supérieure de police municipale, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat de police municipale de VANDOEUVRE-LES-NANCY pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 3 : M. Thierry FRISCH encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Article 4 : M. Laurent HEFTRE, Brigadier-chef principal de police municipale, est nommé régisseur suppléant de M. Thierry FRISCH.

Article 5 : Les autres policiers municipaux sont désignés mandataires.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs titulaire et suppléant par le maire de la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Nancy, le 17 février 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 nommant un régisseurs titulaire et un régisseur suppléant pour l'encaissement des amendes forfaitaires de police municipale de Seichamps**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 nommant M. Charles COLNOT, chef de police municipale, en qualité de régisseur titulaire, et M. René KEINERKNECHT, conseiller municipal, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat de police municipale de SEICHAMPS pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2215 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route ;

VU la lettre du 30 novembre 2010 de M. le Maire de SEICHAMPS précisant que M. Charles COLNOT conserve sa qualité de régisseur titulaire et proposant la nomination de Mme STERNJACOB Valérie, gardien de police municipale, en qualité de régisseur suppléant de cette même régie ;

**ARRETE**

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

Article 2 : M. Charles COLNOT, Chef de police municipale, conserve sa qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat de police municipale de SEICHAMPS pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 3 : M. Charles COLNOT encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques d'ESSEY-LES-NANCY

Article 4 : Mme STERNJACOB Valérie, gardien de police municipale, est nommée régisseur suppléant de M. Charles COLNOT.

Article 5 : Les autres policiers municipaux sont désignés mandataires.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de SEICHAMPS et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs titulaire et suppléant par le maire de la commune de SEICHAMPS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 février 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

**Extrait de l'arrêté du 16 février 2011 autorisant la commune de Lexy à adhérer à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy dénommée syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet de la Région Lorraine,  
préfet de la zone de défense est  
préfet de la Moselle

CONSIDÉRANT que toutes les communes membres de l'EPCI se sont prononcées en faveur du projet ;

**ARRETE**

Article 1er : L'adhésion de la commune de Lexy à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy dénommée « syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL) » est autorisée.

La commune de Lexy sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Thionville, et le président du syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 16 Février 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Le préfet de Moselle,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général,  
Jean-Francis TREFFEL

## Bureau des procédures environnementales

**Arrêté N° 54 2009-00093 du 25 février 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du CHAUFONTAINE et de ses affluents en communes de BARBONVILLE, CHARMOIS et DAMELEVIÈRES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-6, R. 214-1 à R. 214-151 ;  
 VU l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;  
 VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;  
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;  
 VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 28/07/2009, présenté par la Communauté de communes du Val de Meurthe représentée par sa présidente, Madame FARRUDJA, enregistré sous le n° 54-2009-00093 et relatif au programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du CHAUFONTAINE et de ses affluents ;  
 VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 16/08/2010 au 03/09/2010 inclus ;  
 VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 2 novembre 2010 ;  
 VU l'absence d'avis de la commune de BARBONVILLE, DAMELEVIÈRES et CHARMOIS dans le délai imparti ;  
 VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 17 janvier 2010 ;  
 VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 10 février 2011 ;  
 VU l'avis favorable du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 14 février 2011 ;  
 CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;  
 CONSIDERANT que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente sur l'ensemble des communes de Meurthe-et-Moselle que dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général ;  
 CONSIDÉRANT que la surveillance du barrage ne nécessite pas de dispositif d'auscultation ;

**ARRETE****TITRE I : OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL**

Article 1 - Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la Communauté de communes du Val de Meurthe représentée par sa présidente, Madame FARRUDJA, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à l'opération suivante : PROGRAMME DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS, DE RESTAURATION, PROTECTION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES DU CHAUFONTAINE ET DE SES AFFLUENTS, sont déclarés d'intérêt général.

Les cours d'eau concernés par les travaux sont le ruisseau de Chaufontaine et ses affluents, les ruisseaux du Corbeau, des Petites Fontaines et du Breuil.

Le pétitionnaire, la Communauté de communes du Val de Meurthe représentée par sa présidente, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : PROGRAMME DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS, DE RESTAURATION, PROTECTION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES DU CHAUFONTAINE ET DE SES AFFLUENTS sur les communes de BARBONVILLE, CHARMOIS et DAMELEVIÈRES.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux: 1° de classes A,B ou C (A) 2° de classe D (D)	Déclaration

Article 2 - Caractéristiques des ouvrages

Le programme d'aménagement comprend un programme de protection contre les inondations, un programme de restauration, renaturation et un programme d'entretien.

2.1 - Programme de protection contre les inondations : ouvrage de ralentissement des crues

Le programme de protection contre les inondations comprend la création d'un ouvrage de ralentissement des crues en travers du ruisseau des Petites Fontaines au niveau des parcelles ZD 40 à 42, commune de Barbonville. Ce programme est constitué :

- D'un barrage de 2,80 m de haut qui remplacera le chemin agricole existant et sera circulaire. La largeur en crête sera d'au moins 4 m.
- D'un ouvrage de régulation constitué d'un cadre de 1,40 m de large et 2,40 m de haut. Ce cadre sera enterré d'au moins 0,30m en dessous du fond du lit du cours d'eau. L'orifice sera régulé par un batardeau mobile pour que le débit de fuite soit limité à 1,5 m<sup>3</sup>/s correspond à la capacité hydraulique du tronçon canalisé à l'aval.
- Le volume d'eau stockée est au maximum de 19 000 m<sup>3</sup>.
- D'un déversoir de sécurité pour permettre l'évacuation des débits supérieurs à un événement centennal, sans dommage pour le barrage.
- Récupération des eaux pluviales du RD 110 au moyen d'une buse de 600 mm de diamètre reliant le fossé routier latéral au fond du vallon.

Le barrage relève de la classe D.

## 2.2 - Programme de restauration et renaturation

Le programme de restauration et renaturation concerne le ruisseau de Chaufontaine et ses affluents, les ruisseaux du Corbeau, des Petites Fontaines et du Breuil. Il porte principalement sur :

- Traitement de la végétation des berges (coupe d'arbres, élagages, recépage de la végétation vieillissante, taille en têtards des saules et coupe des résineux)
- Diversification ou reconstitution de la ripisylve
- Gestion des embâcles et déchets divers
- Gestion de la Renouée du Japon par fauchage répété pour tenter de l'éradiquer
- Pose de clôture et pompe à nez pour l'alimentation en eau du bétail
- Aménagement de passage à gué pour limiter les dégradations de berges et la mise en suspension de fines.
- Stabilisation des murets en place dans la traversée urbaine
- Suppression de protections non adaptées (muret, planche...) et stabilisation de berge en techniques végétales
- Stabilisation des berges par des techniques mixtes.

Les travaux de traitement de la végétation et de gestion des embâcles se dérouleront d'amont en aval.

Des actions spécifiques sont prévues, sur le Chaufontaine dans la zone urbaine de Damelevières :

- Reconstitution d'un nouveau lit mineur naturel sur 190m: le lit actuel, très artificialisé, ne peut être traité que par des techniques minérales très coûteuses ; la solution retenue consiste à recréer un nouveau lit sur un terrain acquis à l'amiable par la collectivité.
- Aménagement d'une échancrure sur un seuil existant en amont du RD 1 pour concentrer les écoulements en étiage
- Suppression du muret en béton sous le pont de la RD1 et mise en place d'un déflecteur pour recentrer le courant dans le lit mineur
- Aménagement du 1er canal de décharge vers la Meurthe par des techniques mixtes assurant la stabilité du pied des berges
- Confortement du seuil sur le 2ème bras de décharge vers la Meurthe
- Remise en fonctionnalité d'un lit mineur d'étiage, rue du lavoir, par mise en place de banquettes.

## 2.3 – Programme de gestion de l'entretien

Le programme de restauration et renaturation sera suivi d'un programme de gestion de l'entretien visant à :

- Assurer le bon écoulement des eaux en limitant le risque de formation d'embâcles par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts
- Assurer la stabilité des berges en veillant à maintenir une végétation adaptée et saine et limiter l'accès au bétail
- Assurer le bon état des ouvrages tels que protection de berges, banquettes, seuils...

## Article 3 – Classement du barrage pour la sécurité

Conformément aux dispositions des articles R 214-112 et R 214-113 du code de l'environnement, le barrage de l'ouvrage de ralentissement des crues relève de la classe D.

## TITRE II : PRESCRIPTIONS

### Article 4 - Prescriptions spécifiques

#### 4.1 – Prescriptions relatives au barrage

Le maître d'ouvrage doit transmettre au service police de l'eau, avant de lancer la consultation des entreprises pour réaliser le barrage, les études complémentaires suivantes :

- Etude hydrologique complémentaire pour évaluer en plus du débit de pointe centennal, le débit de pointe de la crue de sûreté (crue très exceptionnelle au moins millénale) en vue de vérifier le dimensionnement du déversoir de sécurité et de la cote des Plus Hautes Eaux de la retenue ;
- Etude géotechnique du secteur retenu pour implanter le barrage
- Plan détaillé du déversoir de sécurité, du coursier et du bassin de dissipation de l'énergie et déterminer la taille des enrochements à mettre en œuvre
- Description du remblai (matériaux, condition de mise en œuvre, drainage...)

Le barrage sur le ruisseau des Petites Fontaines doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-119 à R. 214-124, R. 214-136 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- Constitution du dossier du barrage dès la notification du marché d'exécution des travaux, ce dossier devra être mis régulièrement à jour et tenu à la disposition du service chargé du contrôle ;
- Constitution du registre du barrage pour le jour de la réception des travaux, ce dossier devra être mis régulièrement à jour et tenu à la disposition du service chargé du contrôle ;
- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance du barrage et transmission au service police de l'eau, pour approbation par le préfet, des consignes écrites, notamment les consignes particulières de surveillance et d'exploitation par temps de crue dès la notification du marché d'exécution des travaux ;
- Transmission au service de police de l'eau du rapport de surveillance tous les 5 ans à compter de la réception des travaux ;
- Transmission au service de police de l'eau du compte-rendu des visites techniques approfondies pour le jour de la réception des travaux puis tous les 10 ans.

Le barrage sur le ruisseau des Petites Fontaines est dispensé de dispositif d'auscultation en application du 1° l'article R. 214-124 du code de l'environnement.

L'exécution des travaux devra respecter les dispositions des articles R. 214-119 à R. 214-121 du code de l'environnement. Pour la construction, le maître d'œuvre devra respecter les obligations mentionnées à l'article R. 214-120, à savoir :

- La vérification de la cohérence générale de la conception du projet, de son dimensionnement général et de son adaptation aux caractéristiques physiques du site ;
- La vérification de la conformité du projet d'exécution aux règles de l'art ;
- La direction des travaux ;
- La surveillance des travaux et de leur conformité au projet d'exécution ;
- Les essais et la réception des matériaux, des parties constitutives de l'ouvrage et de l'ouvrage lui-même ;
- La tenue d'un carnet de chantier relatant les incidents survenus en cours de chantier ;

S'agissant d'un ouvrage de stockage temporaire des eaux de crues, il n'y aura pas de mise en eau de l'ouvrage.

#### 4.2 – Prescriptions relatives à la restauration et renaturation

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, hors zone inondable.

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

**Article 5 - Mesures correctives**

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux ; les travaux seront donc réalisés entre juillet à mi-avril.
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai ; les travaux seront donc réalisés de entre août et février.
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.
- Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux ce qui évite la mise en place de batardeaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.
- Une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

**Article 6 - Servitude de passage**

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche. (cf article L.215-18 du code de l'environnement)

Les propriétaires riverains seront personnellement informés par courrier à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

**Article 7 - Mesures de sauvegarde**

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

**Article 8 - Mesures de sécurité publique**

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES****Article 9 - Durée de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général**

La présente autorisation est accordée :

- Jusqu'au 31/12/2013 pour les travaux de restauration et renaturation sur le ruisseau de Chaufontaine et ses affluents, les ruisseaux du Corbeau, des Petites Fontaines et du Breuil.
- Pour une durée de 2 ans à compter de l'acquisition des terrains nécessaires pour la réalisation du barrage sur le ruisseau des Petites Fontaines.

La présente déclaration d'intérêt général est accordée pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 10 - Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

**Article 11 – Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

**Article 12 – Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

**Article 13 – Condition de renouvellement de l'autorisation et la déclaration d'intérêt général**

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir la prorogation, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définies à l'article R214-20 du code de l'environnement.

Pour permettre la réalisation du programme pluriannuelle d'entretien, la présente déclaration d'intérêt général peut être renouvelée pour 5 ans si le maître d'ouvrage présente 6 mois avant l'échéance un nouveau plan de gestion pour des opérations groupées d'entretien régulier du cours d'eau.

**Article 14 - Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

**Article 15 - Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 16 - Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 17 - Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de BARBONVILLE, CHARMOIS et DAMELEVIÈRES.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de DAMELEVIÈRES.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 18 - Voies et délais de recours**

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision dans les conditions des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 19 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, la communauté de communes du Val de Meurthe, les maires des communes de Barbonville, Charmois et Damelevières, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
François MALHANCHE

*L'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006 et l'arrêté ministériel du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques sont consultables en mairies et en préfecture - direction des actions locales - bureau des procédures environnementales.*

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS****Bureau de l'interministérialité****Arrêté n° 11.BI.43 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE****1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;

- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

**2) Réquisition de logements**

## 3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982) ;
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982).

## 4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié) ;
- attestations de délivrance initiale d'un permis de chasser original d'un permis de chasser original ou d'un duplicata ;
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France.

## 5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963) ;
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route) ;
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

## 6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger.

## 7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

## II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

## 1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer) ;

## 2) Passeports ;

## 3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration).

## III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

## 1) Constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de BRIEY.

## 2) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.

## IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

## 1) Affaires électorales :

- créations ou suppressions de bureaux de vote ;
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;
- fixation des dates limites ;
- du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;
- de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;
- de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

## 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints.

## 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de BRIEY.

## 4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

## 5) Intercommunalité :

- création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;
- autres modifications statutaires desdits EPCI ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

## 6) Divers :

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1er octobre 1990.

## V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

## 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

## 2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

## 3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

## 4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

## 5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

## VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

## 1) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques.

## 2) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

## VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

## VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPÉENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens ;
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).
- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État – Région.

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

## IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis.

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement.

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation).

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux.

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation est accordée à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de BRIEY pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de BRIEY pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, cette présidence est assurée par M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie Lavaux, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales.

Article 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, dont la sous-préfecture de BRIEY, délégation de signature est donnée à Mme Christine BOEHLER, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 4 : Délégation de signature est accordée à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires ;
- de permis étrangers dont la conversion est possible ;
- de permis internationaux.

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

Article 5 : Délégation de signature est accordée à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, cette délégation de signature est accordée à M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Mme Annie LAVAUX, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales.

Mlle Marie-Josèphe DIDIER, secrétaire administratif de classe normale, et Mlle Solange USSELMANN, adjoint administratif principal de 1ère classe, sont habilitées à signer les documents et pièces suivants constitutifs des dossiers de demande de naturalisation par décret ou par mariage, à savoir :

- déclaration de nationalité française ;
- attestation sur l'honneur de la communauté de vie ;
- récépissé marquant le caractère complet du dossier ; procès-verbaux d'assimilation.

Dans le cadre de l'instruction des dossiers concernant le renouvellement des titres de séjour d'étrangers conjoints de français et les demandes de carte de résident de 10 ans, Mlle Jasmine ROUIGUI est habilitée à signer la déclaration sur l'honneur attestant de l'existence de la communauté de vie, ainsi que le questionnaire d'intégration républicaine.

Article 6 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

- \* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;
- \* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour ;
- assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Délégation de signature est accordée Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Article 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2 et 5, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également accordée à M. Olivier BECKER pour signer :

- les ampliations des arrêtés,

- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à Mme Annie LAVAUX, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales, à l'effet de signer les matières déléguées à M. Olivier BECKER.

Article 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. HAUTIER et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. Jacky HAUTIER est assurée par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

Article 11 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.02 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 février 2011

Le préfet,  
Adolphe COLRAT

---

#### **Arrêté n° 11.BI.44 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

Article 1er : L'article 9 de l'arrêté préfectoral N° 11.BI.03 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, est modifié ainsi qu'il suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont exercées par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. SAFFREY et de M. Hubert ESPIASSE, la suppléance de M. Philippe SAFFREY est assurée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ».

Article 2: Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 février 2011

Le préfet,  
Adolphe COLRAT

---

## **SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

### **AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE**

**Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 n° 2011/ 69 du 18 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

#### **ARRETE**

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2.629.008 € soit :



2.504.716 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1) 2.262.030 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes  
32.212 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU),  
4.887 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG),  
202.395 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques,  
3.192 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE),
- 2) 82.354 € au titre des spécialités pharmaceutiques (médicaments)
- 3) 41.938 € au titre des produits et prestations (dispositifs médicaux implantables).

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 : La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le directeur général de l'ARS de Lorraine,  
Pour le directeur général et par délégation,  
La déléguée territoriale de la Moselle,  
Chantal KIRSCH

---

**Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 n° 2011/70 du 18 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**ARRETE**

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 233.318 € soit :

- 233.318 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
158.415 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes  
72.870 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD  
2.033 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 : La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le directeur général de l'ARS de Lorraine,  
Pour le directeur général et par délégation,  
La déléguée territoriale de la Moselle,  
Chantal KIRSCH

---

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**  
**DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Service établissements de santé*

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 250 /2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**ARRETE**

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 890 548 € soit :

- 1) 2 878 305 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
2 607 009 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
422 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
18 316 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
251 996 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
562 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 4 584 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 7 659 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 251/2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**ARRETE**

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 231 406 € soit :

- 1) 3 105 722 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
2 958 786 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
21 695 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
2 983 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

120 046 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
2 212 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;  
2) 32 888 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;  
3) 92 796 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;  
Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 252 /2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**ARRETE**

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 509 381 € soit :

509 381 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

411 632 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

18 657 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

78 844 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

248 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 253 /2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**ARRETE**

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 208 717 € soit :

208 717 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

208 265 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

452 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à La Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 254/2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**ARRETE**

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 75 745 € soit :

75 745 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

75 745 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 255 /2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**ARRETE**

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 40 731 832 € soit :

- 1) 36 698 875 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 33 380 432 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 100 047 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 3 159 697 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 30 840 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
  - 27 859 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- Dont 260 109 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour 2008 ;
- Dont 413 103 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour 2009 ;
- 2) 2 770 287 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- Dont 22 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) pour 2009 ;
- 3) 1 262 670 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- Dont 30 012 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) pour 2009 ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 256 /2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

#### ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 090 734 € soit :

- 1) 3 585 342 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 3 426 696 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 156 939 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 1 707 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 498 108 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 7 284 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 257 /2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

#### ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 125 250 € soit :

- 1) 119 994 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 119 994 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 2) 5 256 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 258 /2010 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

#### ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 397 303 € soit :

- 1) 2 117 610 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 911 117 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 8 050 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 197 762 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 681 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 88 400 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 191 293 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 260 /2011 du 17 février 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

#### ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 922 393 € soit :

1) 1 840 375 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 473 715 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

29 061 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 286 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

333 801 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 512 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

dont 25 534 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques pour l'exercice 2009 ;

2) 2 991 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 79 027 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4)

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

### AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DIRECTION DE LA STRATÉGIE

**Extrait de l'arrêté n° 2011-65 en date du 18 février 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Marie-Noëlle QUENTON (FHF - HLI Pompey)
Jean-Paul COLOTTE (FHF - CH Toul)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF - CH Lunéville)
Philippe CHEVRIER (Directeur UGECAM)	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Jean-Luc SCHMUTZ (FHF - CHU)	Jean-Michel HASCOET (FHF - Maternité Régionale)
David PINEY (FHF - Lunéville)	En attente de désignation
Vincent MAUVADY (FHP - Clinique Ambroise Paré)	Patrick BLANCHOT (FHP - Polyclinique Gentilly Nancy)

Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTOYA (CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Giovani LONGO (DGA AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF Faulx)
Geneviève MOREAUX (FHP - EPAHD Les Ophéliades)	En attente de désignation
Jacqueline THIERRY (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBAKER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Pascal ENRIETTO (UC-CMP)	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE

représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)	Didier HENRY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc Ayme (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Philippe BICHET (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARMI Est)
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Amar NAOUN (ALSMT Lunéville)	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS

associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CDFP)	Monique VASSEUR (Présidente Association des conjoints survivants)

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des communautés de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	En attente de désignation
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice-présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Dominique OLIVIER (Conseillère Générale de Meurthe et Moselle)
André CORZANI (Vice-présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	André BARBIER (Conseiller Général de Meurthe et Moselle)

## Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

## Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy, le 18 février 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

### Extrait de l'arrêté n° 2011-78 en date du 22 février 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

## Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Marie-Noëlle QUENTON (FHF - HLI Pompey)
Jean-Paul COLOTTE (FHF - CH Toul)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF - CH Lunéville)
Philippe CHEVRIER (Directeur UGECAM)	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Jean-Luc SCHMUTZ (FHF - CHU)	Jean-Michel HASCOET (FHF - Maternité Régionale)
David PINEY (FHF - Lunéville)	En attente de désignation
Vincent MAUVADY (FHP - Clinique Ambroise Paré)	Patrick BLANCHOT (FHP - Polyclinique Gentilly Nancy)

## Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTROYA (CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Giovani LONGO (DGA AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF Faulx)
Geneviève MOREAUX (FHP - EPAHD Les Ophétiades)	En attente de désignation
Jacqueline THIERRY (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

## Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Pascal ENRIETTO (UC-CMP)	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

## Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE

représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)	Didier HENRY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc Ayme (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Philippe BICHET (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARMI Est)
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Amar NAOUN (ALSMT Lunéville)	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS

associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CDFP)	Monique VASSEUR (Présidente Association des conjoints survivants)

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des groupements de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	Valérie LEVY-JURIN (conseillère communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice-présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Dominique OLIVIER (Conseillère Générale de Meurthe et Moselle)
André CORZANI (Vice-présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	André BARBIER (Conseiller Général de Meurthe et Moselle)

Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy, le 22 février 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

*Cellule personnes âgées*

**Extrait de l'arrêté 2011 ARS/DT54/PA n° 56 - DISAS/direction PA/PH n°20 du 22 février 2011 autorisant l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à Foug**

Le directeur général de l'agence régionale de santé,  
Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté conjoint du 12 janvier 2009 du préfet de Meurthe-et-Moselle et du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle autorisant l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle à créer un établissement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à FOUG;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

**ARRETEMENT**

Article 1er : L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle est autorisé à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à FOUG d'une capacité de :

- 80 places d'hébergement permanent dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;
- 3 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 80 places d'hébergement permanent.

Les 3 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter de la date de visite de conformité prévue à l'article L 313-6 du code de l'action sociale et des familles. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 5 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

- Entité juridique : N° FINESS : 54 000 670 7 - Code statut juridique : 61 (Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique)
- Entité établissement : N° FINESS : 54 002 027 8 capacité : 83

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite) capacité : 68

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat) capacité : 68

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes) capacité : 68

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite) capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat) capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées) capacité : 12

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite) capacité : 3

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour) capacité : 3

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées) capacité : 3

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 22 février 2011

Le Directeur Général de l'Agence  
Régionale de santé de Lorraine  
Jean-Yves GRALL

Pour le Président du conseil général de  
Meurthe-et-Moselle,  
La vice-présidente déléguée  
au développement social et aux  
personnes âgées et handicapées  
Michèle PILOT

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

**Extrait de l'arrêté n° 18/2011 du 24 février 2011 portant agrément d'un contrôleur de la caisse congés intempéries du bâtiment et des travaux publics de la Région Est**

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU la demande présentée par M. le Directeur de la Caisse Congés Intempéries du Bâtiment et Travaux Publics de la Région Est – 48 rue Jacquinot BP 53357 54014 NANCY Cedex en vue d'obtenir l'agrément de M. Gilles MILLOTTE en qualité de contrôleur ;

**ARRETEMENT**



Article 1er : L'agrément en qualité de contrôleur de la Caisse Congés Intempéries du Bâtiment et Travaux Publics de la Région Est de M. Gilles MILLOTTE, né le 28 juin 1967 à NANCY (54), domicilié 23, rue de la May à SAINT ETIENNE LES REMIREMONT (88), est attribué pour une période de 5 ans.

Article 2 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le directeur de la caisse congés intempéries du bâtiment et travaux publics de la région Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gilles MILLOTTE et publié au recueil des actes administratifs de la de la Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 24 février 2011

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional,  
Serge LEROY

*Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois.*

---

**Extrait de l'arrêté n° 19/2011 du 24 février 2011 portant agrément d'un contrôleur de la caisse congés intempéries du bâtiment et des travaux publics de la Région Est**

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU la demande présentée par M. le Directeur de la Caisse Congés Intempéries du Bâtiment et Travaux Publics de la Région Est – 48 rue Jacquinet BP 53357 54014 NANCY Cedex en vue d'obtenir l'agrément de M. Philippe MILLOTTE en qualité de contrôleur ;

**ARRETE**

Article 1er : L'agrément en qualité de contrôleur de la Caisse Congés Intempéries du Bâtiment et Travaux Publics de la Région Est de M. Philippe MILLOTTE, né le 10 mai 1963 à EPINAL (88), domicilié 8, La Fléchère à LA CHAPELLE AUX BOIS (88), est attribué pour une période de 5 ans.

Article 2 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le directeur de la caisse congés intempéries du bâtiment et travaux publics de la région Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe MILLOTTE et publié au recueil des actes administratifs de la de la Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 24 février 2011

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional,  
Serge LEROY

*Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois.*

---

**Extrait de l'arrêté n° 20/2011 du 24 février 2011 portant agrément d'un contrôleur de la caisse congés intempéries du bâtiment et des travaux publics de la Région Est**

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU la demande présentée par M. le Directeur de la Caisse Congés Intempéries du Bâtiment et Travaux Publics de la Région Est – 48 rue Jacquinet BP 53357 54014 NANCY Cedex en vue d'obtenir l'agrément de Mme Laurence MANZONI-LAMAZE en qualité de contrôleur ;

**ARRETE**

Article 1er : L'agrément en qualité de contrôleur de la Caisse Congés Intempéries du Bâtiment et Travaux Publics de la Région Est de Mme Laurence MANZONI-LAMAZE, née le 27 août 1982 à SAINT-DIE (88), domiciliée 5, rue de la Gare à MEHONCOURT (54), est attribué pour une période de 5 ans.

Article 2 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le directeur de la caisse congés intempéries du bâtiment et travaux publics de la région Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Laurence MANZONI-LAMAZE et publié au recueil des actes administratifs de la de la Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 24 février 2011

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional,  
Serge LEROY

*Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois.*

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES**

*SIP de Lunéville*

**Procuration sous seing privé du 18 janvier 2011 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature**

Le soussigné Roselyne GIURIANI comptable du SIP DE Lunéville

**DECLARE**

- constituer pour son mandataire spécial et général HUMMEL NATACHA INSPECTEUR
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le SERVICE RECOUVREMENT DU SIP LUNEVILLE
- opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.
- En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion Du SERVICE RECOUVREMENT DU SIP DE LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à MME HUMMEL NATACHA INSPECTEUR tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
- Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
HUMMEL NATACHA  
INSPECTEUR

Signature du mandant  
Roselyne GIURIANI  
COMPTABLE DU SIP

le cas échéant,

donner délégation à MME HUMMEL NATACHA INSPECTEUR pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
HUMMEL NATACHA  
INSPECTEUR

Signature du délégant  
Roselyne GIURIANI  
COMPTABLE DU SIP

Lunéville, le 18 janvier 2011

---

**Procurations sous seing privé du 24 janvier 2011 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégations de signatures**

Le soussigné Roselyne GIURIANI comptable du SIP DE Lunéville

**DECLARE**

- constituer pour son mandataire spécial et général STAUFFER DOMINIQUE CONTROLEUR PRINCIPAL

- lui donner pouvoir d'accorder les délais de paiement en matière fiscale dans les conditions définies par la note 06-231 du 17/11/2006

La demande de délai doit concerner l'impôt sur les revenus, la taxe d'habitation-redevance audiovisuelle, la taxe foncière ou la contribution sociale généralisée.

La demande doit intervenir dans un délai inférieur ou égal à la date limite de paiement + 10 jours.

Elle doit concerner un reste dû inférieur ou égal à 2000 €.

Le délai doit être accordé pour une durée maximale de 6 mois à compter de la demande.

Le paiement doit être effectué par prélèvement pour les impôts pris en charge dans rec.

Le débiteur doit faire preuve d'un bon comportement fiscal habituel et le motif de la demande doit être recevable.

L'autoriser à signer la comptabilité à l'exception des chèques sur le Trésor, les P28 et tout document ayant trait aux procédures collectives.

Signature du mandataire  
STAUFFER DOMINIQUE

Signature du mandant  
Roselyne GIURIANI

En conséquence, prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du délégataire  
Dominique STAUFFER  
CONTROLEUR PRINCIPAL

Signature du délégant  
Roselyne GIURIANI  
COMPTABLE DU SIP

Lunéville, le 24 janvier 2011

---

Le soussigné ROSELYNE GIURIANI comptable du SIP DE Lunéville

**DECLARE**

- constituer pour son mandataire spécial et général BRIGITTE LEGRAND INSPECTEUR DEPARTEMENTALE

- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le SIP DE LUNEVILLE

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion Du SIP de LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à MME LEGRAND BRIGITTE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
LEGRAND BRIGITTE  
INSPECTEUR DEPARTEMENTAL

Signature du mandant  
Roselyne GIURIANI  
COMPTABLE DU SIP

le cas échéant,

donner délégation à MME LEGRAND BRIGITTE INSPECTEUR DEPARTEMENTALE pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
LEGRAND BRIGITTE  
INSPECTEUR DEPARTEMENTAL

Signature du délégant  
Roselyne GIURIANI  
COMPTABLE DU SIP

Lunéville, le 24 janvier 2011

---

Le soussigné Roselyne GIURIANI comptable du SIP DE Lunéville

**DECLARE**

constituer pour son mandataire spécial et général GOMBERT CHRISTINE AP2

lui donner pouvoir d'accorder les délais de paiement en matière fiscale dans les conditions définies par la note 06-231 du 17/11/2006

La demande de délai doit concerner l'impôt sur les revenus, la taxe d'habitation-redevance audiovisuelle, la taxe foncière ou la contribution sociale généralisée.

La demande doit intervenir dans un délai inférieur ou égal à la date limite de paiement + 10 jours.

Elle doit concerner un reste dû inférieur ou égal à 2000 €.

Le délai doit être accordé pour une durée maximale de 6 mois à compter de la demande.

Le paiement doit être effectué par prélèvement pour les impôts pris en charge dans rec.

Le débiteur doit faire preuve d'un bon comportement fiscal habituel et le motif de la demande doit être recevable.

Signature du mandataire  
GOMBERT CHRISTINE

Signature du mandant  
Roselyne GIURIANI

En conséquence, prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du délégataire  
GOMBERT CHRISTINE  
AGENT PRINCIPAL 2

Signature du délégant  
Roselyne GIURIANI  
COMPTABLE DU SIP

Lunéville, le 24 janvier 2011

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**  
*Service énergie, construction, ingénierie*

**Arrêté n° 2011.ECI-IP.01 du 17 février 2011 portant subdélégation de signature par Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle**

Le directeur départemental des territoires

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-2 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret n° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant Monsieur Adolphe COLRAT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Monsieur Michel Marty, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.33 en date du 17 janvier 2011 portant délégation d'ingénierie publique.

**ARRETE**

Article 1er : Délégation est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, Directrice Adjointe, et à Monsieur Jean-Marie HAM, chef du service Energie, Construction, Ingénierie, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée,

- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 1 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : L'arrêté portant subdélégation de signature n° 2010.ECI-FP.01, accordant délégations d'ingénierie publique, est abrogé.

Article 4 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des  
territoires de Meurthe-et-Moselle,  
Michel MARTY

**Extrait de l'arrêté DDT/ECI/SERV-54-2010-0001 du 14 décembre 2010 portant établissement d'une servitude sur fonds privés pour la pose de canalisations d'assainissement sur le territoire de la commune de Xeuilley pour le compte de la Communauté des Communes de Moselle-et-Madon**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté des Communes de MOSELLE et MADON du 17 septembre 2009 approuvant, dans le cadre des travaux du contrat pluriannuel d'assainissement (2009-2011), le projet d'interconnexion de XEUILLEY à BAINVILLE-sur-MADON et sollicitant l'établissement d'une servitude sur fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'assainissement au titre du code rural,

VU les pièces du dossier présenté à l'appui de la demande et comprenant les documents énumérés à l'article R.152-4 du code rural,

VU l'avis de M. le directeur départemental des Territoires en date du 23 juillet 2010, chargé du contrôle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2010 prescrivant l'enquête,

VU les pièces constatant que l'avis d'enquête du 13 septembre 2010 a été affiché dans la commune de XEUILLEY,

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 octobre 2010 au 25 octobre 2010 inclus dans la commune susvisée,

CONSIDÉRANT que le Commissaire-Enquêteur a émis des conclusions favorables à l'exécution du projet,

CONSIDÉRANT que dans le cadre du projet d'assainissement de la communauté des communes de MOSELLE et MADON la collectivité doit procéder à la pose de canalisations publiques d'assainissement pour permettre le transfert des eaux usées collectées par le réseau de XEUILLEY vers la commune de BAINVILLE-sur-MADON afin de les traiter à la station d'épuration située à NEUVES MAISONS,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture,

**ARRETE**

Article 1er : La communauté des communes de MOSELLE et MADON est autorisée

- à enfouir des canalisations publiques dans une bande de terrain de trois mètres d'emprise maximum, une hauteur minimale de 0.60 m étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol,

- à essarter dans la bande de terrain ci-dessus les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation,

- à accéder aux terrains dans lesquels la conduite est enfouie ; les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès,

- à effectuer les travaux d'entretien et de réparations,

- à occuper de manière temporaire la bande de trois mètres grevée de servitude, ainsi qu'une bande de sept mètres de largeur à répartir de façon variable de part et d'autre de la bande de trois mètres. L'occupation temporaire ne pourra excéder 10 mètres au total.

Article 2 : Les propriétaires et leurs ayants-droits devront s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement de la canalisation.

Article 3 : Les parcelles de terrain visées au plan et à l'état parcellaire ci-annexé sont grevées de servitude de passage en vue de l'établissement d'une canalisation d'eaux usées.

Article 4 : Le montant de l'indemnité due en raison de l'établissement de cette servitude sera fixé conformément aux dispositions en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 5 : La date de commencement des travaux sur les parcelles de terrain grevées d'une servitude sera portée à la connaissance des propriétaires huit jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux, un état des lieux doit, si cela est nécessaire, être dressé contradictoirement en vue de la constatation éventuelle des dommages pouvant résulter des travaux. L'indemnisation des dommages résultant des travaux sera fixée à défaut d'accord amiable, par le Tribunal Administratif de NANCY.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de XEUILLEY selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un procès-verbal dressé par le Maire.

L'arrêté sera en outre notifié par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires concernés par la servitude.

Au cas où un propriétaire intéressé ne pourrait être atteint, la notification est faite au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune où se trouve celle-ci.

Article 7 : le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Maire de la commune de XEUILLEY, le Président de la communauté des communes de Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Nancy, le 14 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### *Service agriculture, forêt, chasse*

#### **Extrait de l'arrêté préfectoral n° 067 du 17 février 2011 prononçant une application du régime forestier du territoire communal de Crépey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

Article 1 – Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

— Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Crépey	Crépey	Voie d'Autreville	ZW	3	0,7198
			ZW	5	1,3762
Total					2,0960

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Crépey.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental,  
M. MARTY

#### **Extrait de l'arrêté préfectoral n° 068 du 17 février 2011 prononçant une application du régime forestier du territoire communal de Mercy-le-Bas**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

Article 1 : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :					
Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Mercy-le-Bas	Mercy-le-Bas	Bois des Hayes	ZC	10	0,7230
		Haut de Mandrelle	ZE	70 pie	6,7080
		Crochennière	ZH	25	0,5800
				<b>Total</b>	<b>8,0110</b>

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Mercy-le-Bas.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental,  
M. MARTY

#### **Extrait de l'arrêté n° 031 du 11 février 2011 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Bathélmont-lès-Bauzémont**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle ,

VU la décision motivée adoptée par l'assemblée générale de l'ACCA de Bathélmont-lès-Bauzémont en date du 25 janvier 2009 ;

#### **ARRETE**

Article 1er : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse de Bathelémont-lès-Bauzémont est modifiée comme suit :

commune	section	parcelles cadastrales
Bathelémont-lès-Bauzémont	ZC	23 (partie)
	ZD	1, 2, 4, 15, 16
	YA	10

représentant une superficie totale de 48 ha 45 a 73 ca.

Article 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Bathelémont-lès-Bauzémont.

Article 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Bathelémont-lès-Bauzémont sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Bathelémont-lès-Bauzémont par les soins du Maire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Bathelémont-lès-Bauzémont sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

président de l'association communale de chasse agréée de Bathelémont-lès-Bauzémont,  
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,  
président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 11 février 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental,  
La directrice adjointe  
Mme FOTRE-MULLER

#### *Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/001 du 20 janvier 2011 concernant la règle de constructibilité limitée de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des voies express et des déviations au sens de la voirie routière article L111-1-4 du code de l'urbanisme - commune de DOMJEVIN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L111-1-4 ;
- VU la demande par laquelle la Commune de DOMJEVIN sollicite une dérogation concernant la règle de constructibilité limitée de part et d'autre de la voie express RN4 Lunéville-Blâmont portant sur la zone d'activités au lieu dit " la Haie Sorette " ;
- VU les plans et documents joints à cette demande ;
- VU l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites dans sa séance du 16 décembre 2010 ;

#### **ARRETE**

Article 1er : Conformément à l'article L111-1-4, la dérogation à la règle de constructibilité portant sur la zone d'activités au lieu-dit " La Haie Sorette " est accordée à la commune de DOMJEVIN.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 janvier 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Délais et voies de recours: le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours contentieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**

**Extrait de l'arrêté n° 55 du 18 février 2011 portant institution d'une régie d'avances auprès de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté du 17 décembre 2010 habilitant les préfets à instituer des régies d'avances auprès des directions départementales de la Cohésion Sociale ;

VU l'avis conforme du comptable en date du 9 février 2011 ;

#### **ARRETE**

Article 1er : Il est institué auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle une régie d'avances pour le paiement des dépenses énumérées à l'article 2 de l'arrêté du 17 décembre 2010.

Le montant maximal des dépenses de fonctionnement susceptibles d'être payées par la régie d'avances est fixé à 2 000 euros par opération.

Sur autorisation préalable du directeur général des finances publiques, une avance complémentaire exceptionnelle, dont le montant est au plus égal au montant de l'avance initiale, peut être mise en place. Le régisseur est dispensé de cautionnement complémentaire pour cette avance exceptionnelle, dont la durée ne saurait excéder 6 mois.

Article 2 : Le montant maximal de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 000 euros.

L'avance est versée par le comptable public assignataire sur demande du régisseur visée par l'ordonnateur.

Article 3 : Le montant du cautionnement correspondant à l'avance consentie est fixé à 300 euros.

Article 4 : Le régisseur remet à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de trente jours à compter de la date de paiement.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, dont un exemplaire sera adressé à la directrice départementale des finances publiques.

Nancy, le 18 février 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**Extrait de l'arrêté n° 56 du 18 février 2011 portant nomination du régisseur d'avances auprès de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté du 17 décembre 2010 habilitant les préfets à instituer des régies d'avances auprès des directions départementales de la Cohésion Sociale ;

VU l'arrêté préfectoral n° 55 du 18 février 2011 portant institution d'une régie d'avances auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis conforme du comptable assignataire en date du 9 février 2011 ;

**ARRETE**

Article 1er : Madame Béatrice SERRE, adjoint administratif des Affaires Sanitaires et Sociales est nommée régisseur d'avances auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le régisseur est astreint à constituer un cautionnement dont le montant est fixé par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié susvisé.

Article 3 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le montant est fixé par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié susvisé s'élevant à 110 euros.

Article 4 : Le secrétaire général de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, dont un exemplaire sera adressé à la directrice départementale des finances publiques.

Nancy, le 18 février 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

**Extrait de l'arrêté n° 11.D.D.P.P.17 du 15 février 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Anne LECUYER à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable au Dr Anne LECUYER, 181-183 avenue de Strasbourg - 54000 Nancy.

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la protection des populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la protection des populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 15 février 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale de la protection des populations,  
et par délégation,  
Mme Emmanuelle PORTEMER

---

**Extrait de l'arrêté n° 11.D.D.P.P.18 du 15 février 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Tarak GAMHA à Mirecourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable au Dr Tarak GAMHA, 280 avenue de Chiarmec - 88500 Mirecourt.

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 15 février 2011

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale de la protection des populations,  
et par délégation,  
Mme Emmanuelle PORTEMER

## DIRECTION TERRITORIALE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS DE LORRAINE

**Arrêté du 21 février 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine**

Le directeur territorial,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;
- la décision du directeur général de l'Office national des forêts en date du 16 novembre 2009 nommant M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial pour la Lorraine ;
- l'arrêté préfectoral n° 11.BI.41. en date du 14 février 2011 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,
- la décision du directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine n° 8600\_2009\_12\_00 relative à la gestion du domaine forestier, portant subdélégation de pouvoir au directeur Bois territorial en matière de vente et délivrance des bois,
- la décision du directeur Bois territorial n° 8600BOI\_2009\_12\_65 relative à vente et délivrance des bois, portant délégation de signature au sein de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle ;

### ARRETE

Article 1er - En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.41. en date du 14 février 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine, subdélégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à MM. :

- Marc DEROY, Ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, directeur de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle,
- Jean-Philippe MARECHAL, Ingénieur de l'Agriculture et de l'Environnement, responsable du service Bois de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle,

les décisions suivantes pouvant être prises dans le département de Meurthe-et-Moselle :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L144-3 et R144-5 du code forestier) ;
- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L134-5 et R134-3 du code forestier).

Article 2 - Le directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 février 2011

Pour le préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,  
Le directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine,  
Jean-Pierre RENAUD

**Arrêté du 21 février 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement du directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine**

Le directeur territorial,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;
- la décision du directeur général de l'Office national des forêts en date du 16 novembre 2009 nommant M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial pour la Lorraine ;
- l'arrêté préfectoral n° 11.BI.42. en date du 14 février 2011 portant délégation de pouvoir au directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;
- la décision du directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine n° 8600\_2009\_12\_00 relative à la gestion du domaine forestier, portant subdélégation de pouvoir au directeur Bois territorial en matière de vente et délivrance des bois ;

### ARRETE

Article 1er - En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.42. en date du 14 février 2011 accordant délégation de pouvoir au directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine, subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à MM. :

- Eric MARQUETTE, Ingénieur contractuel, directeur Bois territorial,  
- Denis STAUFFER, Ingénieur contractuel, responsable commercial Bois de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
à l'effet de présider les ventes par adjudication publique de coupes en bloc et sur pied ou à la mesure, ainsi que les coupes de bois façonnés, provenant de forêts domaniales et de forêts des collectivités de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 - Le directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 février 2011

Pour le préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,  
Le directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine,  
Jean-Pierre RENAUD

---

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

**Délégation de signature du 20 février 2011 accordée par Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU,

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

VU le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

VU le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Philippe BOULANGÉ, Directeur de la Recherche Clinique et de l'Innovation, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives, comptables (notamment les factures) et conventionnelles relatives à la gestion de la Direction de la Recherche Clinique et de l'Innovation.

Donne délégation secondaire à Mehdi SIAGHY, Ingénieur hospitalier pour l'ensemble des contrats de recherche, en particulier pour l'engagement du CHU en tant que promoteur ou porteur de protocoles de recherche, et pour l'engagement du CHU en tant que participant à un protocole de recherche à travers ses médecins investigateurs.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances,
- de rendre compte au Directeur Général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 3 : Le titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 février 2011

Les bénéficiaires de la délégation de signature,

Philippe BOULANGÉ

Mehdi SIAGHY

Philippe VIGOUROUX

Le directeur général

---

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS

*Bureau de l'interministérialité*

**Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat du 17 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy**

Le 17 février 2011 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-51 entre l'administration chargée du Domaine, représentée par Madame l'administrateur général des finances publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à Nancy - 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire, et Madame la Présidente du Tribunal Administratif de NANCY dont les bureaux sont situés au Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place de la Carrière à Nancy, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins des services judiciaires un ensemble immobilier en copropriété édifié sur plusieurs parcelles, situé à NANCY 3 Place de la Carrière cadastré section AN 264 et 380 pour 1a 99ca et 7 Place de la Carrière cadastré section AN 268 pour 2a 35ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat du 17 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et la DIRECCTE Lorraine**

Le 17 février 2011 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-05 entre l'administration chargée du Domaine, représentée par Madame l'administrateur général des finances publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à Nancy - 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 17 avril 2010, le propriétaire, et la DIRECCTE Lorraine, représentée par Monsieur le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi dont les bureaux sont à Nancy 10 rue Mazagran, l'utilisateur.



La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE les lots 482, 489 à 503, 907, 958 et 964 dans un ensemble immobilier en copropriété dénommé « Centre d'affaires les Nations » situé à VANDOEUVRE LES NANCY 23 boulevard de l'Europe cadastré section AE n°455 pour 11a 21ca, AI 512 pour 3ha 11a 40ca et AP 66 pour 78a 19ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**Conventions d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat du 24 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives.**

Le 24 février 2011 ont été conclues, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, les conventions d'utilisation n° 54-2011-079 à 54-2011-149 entre l'administration chargée du Domaine, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY - 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire, et La Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, représentée par Monsieur le contrôleur général des armées Eric LUCAS, directeur, dont les bureaux sont situés au 37 rue de Bellechasse, dans le 7e arrondissement de Paris, l'utilisateur.

Les présentes conventions ont pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives au titre de sa mission, au sein du ministère de la Défense, les lieux de mémoire et nécropoles listés dans la première annexe jointe.

L'intégralité de ces conventions peuvent être consultées à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 36415 du 24 février 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VILCEY-SUR-TREY**

Par arrêté préfectoral n° 36415 en date du 24 février 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de PTF 228 kva raccordement producteur photovoltaïque SARL "La Vache" ferme de la Soulevre, sur la commune de VILCEY SUR TREY.

---

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE**

*Département établissements de santé*

**Mentions relatives aux renouvellements des autorisations d'exercice de l'activité de chirurgie esthétique concernant les établissements hospitaliers de Meurthe-et-Moselle.**

Par application des dispositions du code de la santé publique et notamment des articles L. 6322-1, R. 6322-2, R. 6322-4 et R. 6322-6, l'autorisation accordée le 06 juin 2006, à la Polyclinique GENTILLY - 2 rue Marie Marvingt à NANCY, pour la poursuite de l'activité de Chirurgie esthétique est tacitement renouvelée en date du 15 février 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du 06 juin 2011 pour une durée de cinq ans.

Par application des dispositions du code de la santé publique et notamment des articles L. 6322-1, R. 6322-2, R. 6322-4 et R. 6322-6, l'autorisation accordée le 06 juin 2006, à la Clinique SAINT-ANDRE - 102 avenue Jean Jaurès à VANDOEUVRE-LES-NANCY, pour la poursuite de l'activité de Chirurgie esthétique est tacitement renouvelée en date du 06 février 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du 06 juin 2011 pour une durée de cinq ans.

Par application des dispositions du code de la santé publique et notamment des articles L. 6322-1, R. 6322-2, R. 6322-4 et R. 6322-6, l'autorisation accordée le 06 juin 2006, à la Clinique AMBROISE PARE - rue Ambroise Paré à NANCY, pour la poursuite de l'activité de Chirurgie esthétique est tacitement renouvelée en date du 15 février 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du 06 juin 2011 pour une durée de cinq ans.

Par application des dispositions du code de la santé publique et notamment des articles L. 6322-1, R. 6322-2, R. 6322-4 et R. 6322-6, les autorisations accordées le 06 juin 2006, au Centre Hospitalier Universitaire - 29 avenue de Lattre de Tassigny à NANCY, pour la poursuite de l'activité de Chirurgie esthétique dans le service de chirurgie Maxillo-faciale de l'Hôpital Central et dans le service d'Ophtalmologie de l'Hôpital de Brabois Adultes sont tacitement renouvelées en date du 15 février 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du 06 juin 2011 pour une durée de cinq ans.

Par application des dispositions du code de la santé publique et notamment des articles L. 6322-1, R. 6322-2, R. 6322-4 et R. 6322-6, l'autorisation accordée le 06 juin 2006, à la Clinique Louis PASTEUR - 7, rue Parmentier à ESSEY-LES-NANCY, pour la poursuite de l'activité de Chirurgie esthétique est tacitement renouvelée en date du 30 janvier 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du 06 juin 2011 pour une durée de cinq ans.

Par application des dispositions du code de la santé publique et notamment des articles L. 6322-1, R. 6322-2, R. 6322-4 et R. 6322-6, l'autorisation accordée le 06 juin 2006, à la Polyclinique MAJORELLE - 1240 avenue Raymond Pinchard à NANCY pour la poursuite de l'activité de Chirurgie esthétique est tacitement renouvelée en date du 30 janvier 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du 06 juin 2011 pour une durée de cinq ans.

Nancy, le 16 février 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

□